Mali (liste de surveillance de la Catégorie 2)

Le gouvernement du Mali ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, mais il déploie des efforts importants dans ce sens, parmi lesquels : les toutes premières poursuites judiciaires en matière d'esclavage héréditaire, l'augmentation du nombre de condamnations et la continuation des activités de formation et de sensibilisation. Dans le cadre de la poursuite de ses efforts au titre de son programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion avec les Nations Unies, le gouvernement a pris des mesures pour traiter la question des enfants soldats en confiant à une organisation internationale tous les enfants dont on a vérifié qu'ils étaient associés aux Forces armées maliennes (FAMa), en collaborant avec une organisation internationale pour former les responsables de la sécurité et les forces de l'ordre à la protection des enfants dans les conflits armés – notamment aux protocoles de transfert – et, en s'associant avec une organisation internationale pour identifier 215 enfants utilisés par des groupes armés pendant la période visée par le présent rapport et orienter la plupart de ces enfants vers des organisations internationales pour leur prise en charge. Cependant, le gouvernement n'a pas globalement intensifié ses efforts par rapport à la période précédente. Pour la première fois, des observateurs ont confirmé qu'une unité des FAMa avait recruté des enfants et les avait utilisés dans des fonctions de soutien. Le gouvernement a continué de soutenir et de collaborer avec le Groupe autodéfense touaregs Imghad et alliés (GATIA), groupe armé non gouvernemental dirigé par un général malien qui recrutait et utilisait des enfants soldats – bien qu'en moins grand nombre que par le passé, d'après certaines informations. Les autorités n'ont pas enquêté sur des personnes, notamment des responsables gouvernementaux, soupçonnées de s'être rendues coupables de recrutement d'enfants soldats, ni pris de mesures pour empêcher les groupes armés d'en recruter ou d'en utiliser. Les services de répression continuaient à manquer de ressources et à mal comprendre le concept de traite des personnes, ce qui entravait leurs efforts. Les centres et services destinés aux victimes, de sexe masculin en particulier, sont restés insuffisants et principalement cantonnés à Bamako. C'est pourquoi le Mali a été rétrogradé à la liste de surveillance de la Catégorie 2.

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES :

S'assurer que les FAMa ont mis fin à leur utilisation illégale d'enfants, et enquêter sur les rapports signalant que des membres du personnel militaire utilisent des

enfants, y compris dans des fonctions de soutien. • Arrêter de soutenir les groupes armés qui recrutent et utilisent illégalement des enfants et, engager la responsabilité pénale de toute personne, notamment les fonctionnaires de l'État, complice de recrutement d'enfants soldats. • Dans le cadre du processus de paix, dialoguer avec les groupes armés non gouvernementaux pour mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants. • Élargir et renforcer la mise en œuvre de programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion des anciens enfants soldats qui répondent aux besoins de ces derniers, notamment par le biais de soins psychosociaux, de la réunification familiale et de services éducatifs et formations professionnelles et, libérer les enfants dont la place n'est pas en détention. • Mener des enquêtes rigoureuses sur les faits de traite, engager des poursuites à cet égard et condamner et punir les trafiquants, notamment les représentants gouvernementaux complices, en imposant les peines prévues par la loi de 2012 relative à la lutte contre la traite. • Affecter un personnel, des ressources et des budgets dédiés au comité de lutte contre la traite et institutionnaliser des réunions mensuelles de ce comité afin d'améliorer l'opérationnalisation des politiques de lutte contre la traite et la coordination interministérielle. • Détecter les signes de traite pour repérer les populations vulnérables et les orienter vers des services adéquats, notamment les enfants associés à des groupes armés, les personnes se livrant au commerce du sexe, les travailleurs nord-coréens et les groupes en proie à l'esclavage héréditaire. • Élaborer des mécanismes pour l'identification des victimes de la traite et former les responsables publics à leur utilisation. • Former les forces de l'ordre à des techniques d'enquête efficaces et centrées sur les victimes et, veiller à ce que des approches sensibles aux traumatismes soient adoptées lors des entretiens avec les victimes. • Former régulièrement les juges et procureurs à la loi de 2012 sur la lutte contre la traite et normaliser les formations de remise à niveau. • Fournir un appui financier et en nature aux ONG qui contribuent à identifier et à aider les victimes de la traite.

POURSUITES JUDICIAIRES

Les efforts du gouvernement en matière de répression sont restés insuffisants. La loi n° 2012-023 sur la lutte contre la traite des personnes et les pratiques assimilées, dans sa version amendée, criminalisait la traite à des fins sexuelles et le trafic de main d'œuvre. Elle prévoyait des peines de cinq à dix ans de prison pour les infractions de traite, sauf pour la mendicité forcée pour laquelle elle prévoyait des peines moins sévères de deux à cinq ans de prison assortis d'une amende de

500 000 à 2 millions de francs CFA (entre 860 et 3 440 dollars des États-Unis). Ces peines étaient suffisamment sévères et, pour ce qui est de la traite à des fins sexuelles, à la mesure de celles qui étaient imposées pour d'autres infractions graves, comme le viol. Des responsables gouvernementaux et ONG ont indiqué que la loi ne pouvait pas être efficacement mise en œuvre pour juger les affaires de traite qui portaient sur l'esclavage héréditaire, car la législation ne définissait pas le concept « d'esclavage héréditaire » avec précision. En juillet 2019, l'État a collaboré avec une organisation internationale pour réviser la loi de lutte contre la traite ; à la fin de la période visée par ce rapport, le projet de loi était en cours d'examen par les parties prenantes du gouvernement.

De même que pendant les périodes visées par les rapports précédents, le ministre de la Justice a émis un décret enjoignant le personnel judiciaire d'accorder la priorité à la poursuite des affaires entrant dans le cadre de la loi de 2012. Les données en matière de répression de la traite étaient incomplètes et difficiles à obtenir en raison de l'absence d'un mécanisme centralisé permettant de rassembler des statistiques exhaustives à ce sujet. Les autorités ont déclaré avoir enquêté sur au moins 40 nouveaux cas, dont 30 affaires d'esclavage héréditaire, et poursuivi 35 enquêtes ouvertes au cours des périodes précédentes, ceci comparé aux 17 enquêtes de la période visée par le précédent rapport. Le ministère public a engagé des poursuites dans 34 affaires impliquant un total de 61 accusés et a poursuivi six des affaires pénales engagées au cours des périodes précédentes, contre 37 affaires impliquant 55 accusés au cours de la période visée par le précédent rapport. La majorité des poursuites concernaient des affaires de traite à des fins sexuelles, bien que certaines portaient sur des affaires d'esclavage héréditaire. Les autorités judiciaires ont condamné 13 trafiquants, dont cinq Nigériens pour traite à des fins sexuelles et deux Maliens pour possession d'esclaves, soit une augmentation par rapport à l'unique condamnation prononcée lors de la période précédente. Les tribunaux ont condamné les cinq Nigériens reconnus coupables de traite à des fins sexuelles à des peines allant de 18 mois à deux ans de prison, tandis que les deux Maliens propriétaires d'esclaves ont chacun reçu une peine de prison de deux ans avec sursis assortie d'une amende de 150 000 francs CFA (260 dollars des États-Unis). Les ONG ont observé que c'était la première fois que le ministère public engageait des poursuites en matière d'esclavage héréditaire. En octobre 2019, la Brigade des mœurs de la police nationale, la gendarmerie et INTERPOL ont mené une opération conjointe dans les mines d'or artisanales de Kangaba et de Bamako, qui a abouti à l'arrestation de

trois personnes suspectées de traite à des fins sexuelles et de deux autres suspectées de travail forcé ; l'Agence nationale nigériane pour l'interdiction de la traite des personnes a fourni des services d'interprétation à cette occasion. La Brigade des mœurs était le principal service répressif chargé d'enquêter sur la traite à des fins sexuelles et les affaires impliquant des mineurs. Le Pôle judiciaire spécialisé et la Brigade d'investigation spécialisée ont enquêté sur d'autres formes de traite des personnes, mais leurs personnels n'étaient ni adéquatement formés ni suffisamment dotés en ressources. En octobre 2019, la contribution d'un donateur étranger a aidé le gouvernement à créer la Brigade de répression du trafic de migrants et de la traite des êtres humains, une force de police axée principalement sur la traite transnationale et le trafic des migrants.

Pendant la période visée par ce rapport, une organisation internationale a dispensé une formation sur l'identification des victimes à 257 fonctionnaires – dont des employés de centres d'accueil, des juges, des procureurs et des membres des forces de l'ordre –, avec le soutien limité de l'État. Avec la contribution d'un donateur étranger, une ONG a dispensé une formation à 27 acteurs judiciaires portant sur les techniques d'enquête et de poursuite axées sur les victimes dans les affaires d'esclavage héréditaire. En octobre 2019, une organisation internationale a dispensé une formation aux responsables judiciaires, aux forces de sécurité et aux forces policières sur la protection des enfants touchés par les conflits armés, notamment sur les protocoles d'orientation et de transfert des enfants associés à des groupes armés. Cependant, l'impact de cette formation était limité par le roulement du personnel et les mutations fréquentes des fonctionnaires. Malgré ces efforts, le manque de sensibilisation à la loi de 2012 sur la lutte contre la traite a entravé l'action des forces de l'ordre. Par ailleurs, le manque de financement et de ressources (notamment de véhicules et de matériel permettant d'enquêter sur les infractions commises) qui affectait l'ensemble des forces policières entravait les efforts de lutte contre la traite. La présence du gouvernement était limitée voire inexistante dans quatre des huit régions du pays, surtout dans le nord et le centre, à cause des problèmes de sécurité qui y perduraient. Un financement insuffisant a limité la tenue de sessions régulières de la Cour d'assises – où toutes les affaires de crimes graves, y compris de traite des personnes, étaient entendues – et a entraîné des retards importants dans le traitement des affaires de traite. D'après certains observateurs, des représentants gouvernementaux s'étaient immiscés dans des affaires d'esclavage héréditaire afin que des non-lieux soient prononcés et avaient parfois menacé des membres de la communauté à la suite d'arrestations pour

esclavage héréditaire. Le ministère public a abandonné les poursuites engagées contre deux agents de police maliens au cours des périodes précédentes en raison d'un manque de preuves ; lesdits policiers auraient aidé un ancien diplomate de la République démocratique du Congo à organiser le transport de jeunes filles congolaises vers des pays africains, européens et asiatiques en vue de les exploiter. Un gouvernement étranger a déclaré que les forces de l'ordre maliennes avaient rendu deux victimes de la traite à leur trafiquant et a signalé un cas où des agents des forces de l'ordre auraient contraint des victimes à leur verser des pots-de-vin pour que la police les libère de leurs trafiquants. Pendant la période visée par ce rapport, les observateurs ont confirmé pour la première fois que les FAMA avaient recruté et utilisé 24 enfants âgés de 9 à 14 ans dans des fonctions de soutien (en tant que messagers et aides domestiques), dans la région de Gao ; en novembre 2019, les FAMA ont remis ces 24 enfants à leurs familles et à une organisation internationale afin qu'ils soient pris en charge. En février 2020, une organisation internationale a fait état d'allégations non confirmées selon lesquelles les FAMA auraient recruté et utilisé 21 enfants supplémentaires dans des fonctions de soutien, également dans la région de Gao. Le groupe armé non gouvernemental GATIA, dirigé par un général malien, a continué à recruter et à utiliser des enfants soldats pendant la période visée par ce rapport ; une organisation internationale a confirmé que le GATIA avait recruté et utilisé un enfant pendant cette même période, contre pas moins de 22 enfants pendant la période précédente. Les autorités n'ont signalé aucune enquête, poursuite ou condamnation à l'encontre de trafiquants ou de fonctionnaires corrompus et complices, portant sur des délits d'enfants soldats ou d'autres crimes de traite.

PROTECTION

Le gouvernement a ralenti ses efforts d'identification et de protection des victimes de la traite. Au cours de la période visée par ce rapport, les responsables gouvernementaux et les ONG partenaires ont identifié 64 victimes avérées de traite à des fins sexuelles et 106 victimes potentielles, contre 122 victimes de traite avérées et 46 victimes potentielles au cours de la période précédente. Les autorités ont identifié 64 victimes de traite à des fins sexuelles originaires du Nigeria, de la Guinée et du Burkina Faso, qui étaient exploitées dans une mine d'or artisanale à Kangaba et à Bamako. Les autorités et une organisation internationale ont également identifié au moins 215 enfants associés à des groupes armés. Le

gouvernement ne disposait pas de mécanismes normalisés d'identification des victimes de la traite.

Le gouvernement ne disposait pas d'un mécanisme officiel d'orientation mais a travaillé en étroite collaboration avec le réseau d'assistance Fodé et Yaguine (RAFY), un réseau national constitué d'ONG, d'organisations internationales et de ministères – dont le ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE) –, pour orienter les personnes identifiées comme victimes de la traite vers des prestataires de services. Le RAFY a indiqué que le réseau n'avait pas fonctionné efficacement pendant la période visée par ce rapport, à cause du manque de coordination entre ses membres. Le RAFY est venu en aide à 106 victimes de la traite au cours de la période visée par ce rapport, avec, dans une certaine mesure, l'assistance de l'État. Parmi ces 106 personnes, 28 étaient des enfants de nationalité étrangère (huit filles et 20 garçons). En outre, 64 ressortissants étrangers adultes (10 femmes et 54 hommes) ont bénéficié de l'assistance du RAFY, 18 d'entre eux étant originaires du Pakistan, neuf du Bangladesh, huit de l'Inde, trois du Sri Lanka, cinq du Soudan, deux du Cameroun et 19 d'autres pays d'Afrique occidentale. Le RAFY a identifié 13 enfants maliens potentiellement victimes de la traite pendant la période visée par ce rapport. Le type de services fournis dépendait de l'endroit où ceux-ci étaient dispensés, mais ils comprenaient généralement un hébergement, de la nourriture, des conseils psychosociaux, une formation professionnelle, le rapatriement et une aide à la réinsertion. Financées par des donateurs privés et internationaux, la plupart de ces prestations étaient dispensées par des ONG sur lesquelles les pouvoirs publics s'appuyaient pour la fourniture de services aux victimes. D'après une organisation internationale, les services aux victimes sont restés insuffisants pendant la période visée par ce rapport. Le MFFE disposait de centres d'accueil général destinés aux victimes de la traite, dont trois sont venus en aide à des enfants guinéens et nigériens potentiellement victimes de la traite au cours de la période visée. La capacité des centres d'accueil était limitée et il n'y avait qu'un seul centre à la disposition des victimes à Bamako. Les centres d'accueil et les services aux victimes restaient limités en dehors de la capitale, surtout dans le nord du pays. Les victimes maliennes et étrangères recevaient les mêmes services ; certains centres dispensaient des services adaptés aux femmes, mais tel n'était pas le cas pour les hommes. En collaboration avec certaines organisations internationales, le gouvernement a également coordonné le rapatriement d'au moins un enfant malien exploité au Sénégal, en lui fournissant des documents de voyage et en organisant

sa réunification avec ses proches. Pendant la période visée par ce rapport, le consulat nigérian à Bamako a fait équipe avec une organisation internationale pour venir en aide à environ 337 victimes nigérianes, en leur accordant un hébergement et des services de base et en organisant leur rapatriement.

Les pouvoirs publics n'ont pas offert aux victimes d'autres options juridiques que celle de les renvoyer dans des pays où elles subiraient des représailles ou rencontreraient des difficultés ; cependant, la plupart des victimes identifiées étaient des ressortissants de la CEDEAO et n'avaient donc pas besoin d'un statut spécial pour demeurer au Mali. Le gouvernement ne disposait pas de politiques officielles visant à encourager les victimes à participer aux procès de leurs trafiquants. Par ailleurs, selon certaines sources, les autorités auraient pressé les victimes à fournir leurs déclarations selon des méthodes insensibles aux traumatismes qu'elles avaient subis, et cela par crainte que plus tard les victimes ne soient plus disponibles ou disposées à fournir leur témoignage une fois qu'elles ont intégré les centres des ONG et des organisations internationales. Les victimes pouvaient engager des poursuites civiles contre leurs trafiquants, mais le gouvernement n'a pas indiqué si certaines y avaient effectivement eu recours pendant la période visée par le présent rapport, en partie car nombre d'entre elles ignoraient l'existence de cette disposition. La loi malienne protégeait les victimes des sanctions pénales (amendes, détention, etc.) normalement imposées pour les actes illégaux que les trafiquants les obligeaient à commettre ; cependant, en raison de l'absence de procédures d'identification officielles, il est possible que certaines victimes n'aient pas été identifiées en tant que telles au sein du système judiciaire. Les autorités ont continué à suivre le protocole interministériel édicté par l'État en 2013, qui les enjoint d'orienter les anciens enfants soldats vers des centres de réinsertion ; cependant, la plupart des fonctionnaires formés à ce protocole ont été mutés à d'autres postes. Dans le cadre d'un accord DDR avec une organisation internationale, l'État et les organisations internationales partenaires ont signalé avoir identifié 215 enfants utilisés par des groupes armés non étatiques au cours de la période visée par ce rapport et ont adressé la plupart de ces enfants à des organisations internationales pour leur prise en charge ; toutefois, une organisation internationale a signalé que 39 enfants avaient fait l'objet d'une détention injustifiée pour affiliation présumée à des groupes armés non étatiques pendant cette même période. Au cours de la période précédente, le gouvernement et l'organisation internationale avaient déclaré avoir identifié et pris en charge 114 enfants utilisés par des groupes armés. Une organisation internationale s'est

dite préoccupée par le fait que les autorités détenaient certains enfants – y compris des victimes potentielles de la traite – dans les mêmes quartiers que les adultes, dans des centres de détention militaires, ce qui les rendait davantage vulnérables à l'exploitation.

PRÉVENTION

Les efforts de prévention de la traite déployés par le gouvernement sont restés faibles. Pendant la période visée par le présent rapport, l'État a poursuivi sa mise en œuvre du plan d'action national (PAN) 2018-2022 contre la traite des personnes. Le comité national de lutte contre la traite s'est réuni trois fois au cours de la période visée par ce rapport, mais le manque de coordination et de responsabilité parmi les membres du comité dans le cadre des activités du plan d'action a entravé son efficacité. Le gouvernement ne disposait pas d'un personnel exclusivement dédié aux questions de la traite, y compris le président du comité de lutte contre la traite, ce qui a gravement entravé l'action des autorités pour coordonner de manière cohérente les activités de lutte contre la traite. L'État a affecté la somme de 200 millions de francs CFA (343 640 dollars des États-Unis) aux efforts de lutte contre la traite, soit le même montant que l'année précédente. Muni de ce financement, les pouvoirs publics ont mené les activités prévues par le PAN 2018-2022, telles que des formations à la lutte contre la traite et des efforts de sensibilisation en coordination avec les ONG. En novembre 2019, le comité de lutte contre la traite a dispensé une formation sur la loi de 2012 relative à la traite aux membres du Barreau malien, avec le soutien d'un donateur étranger. L'État a également organisé des modules de sensibilisation sur la mendicité forcée des enfants à l'intention des dirigeants communautaires et maîtres coraniques à Gao et à Tombouctou. Au cours de la période visée par ce rapport, l'ONU et les groupes armés non gouvernementaux, dont le GATIA, ont élaboré un projet de plan d'action visant à mettre fin au recrutement et à l'utilisation d'enfants. À la fin de cette même période, l'ONU avait approuvé le projet et celui-ci était en attente de la signature des dirigeants de chaque groupe armé. La police disposait d'une ligne d'appel d'urgence pour les infractions commises à l'encontre des femmes et des enfants, mais elle n'a pas indiqué avoir reçu d'appels portant sur des cas de traite au cours de la période visée par ce rapport. Les pouvoirs publics n'ont pas pris de mesures pour lutter contre le recrutement frauduleux des ressortissants maliens à l'étranger, et les inspecteurs du travail ne disposaient toujours pas de la capacité ou des ressources suffisantes pour réglementer le secteur informel, où se concentrait la

plupart des cas de travail forcé. Le gouvernement n'a pas déployé d'efforts pour réduire la demande d'actes sexuels tarifés. Il n'a pas dispensé de formation sur la lutte contre la traite des personnes à son personnel diplomatique.

CARACTÉRISTIQUES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Comme indiqué au cours des cinq dernières années, les trafiquants exploitent des ressortissants maliens et étrangers sur le territoire national, ainsi que des Maliens à l'étranger. Certaines familles vendent leurs enfants comme domestiques ou comme travailleurs forcés dans les mines d'or. La traite à l'intérieur du territoire est plus fréquente que la traite transnationale. Les trafiquants de main d'œuvre exploitent des garçons originaires du Mali, de la Guinée et du Burkina Faso dans l'agriculture (surtout les rizières, les plantations de coton et les champs de maïs et de céréales sèches), les mines d'or artisanales, les travaux domestiques, les transports, la mendicité et le secteur commercial informel. Des maîtres coraniques corrompus forcent des garçons maliens à mendier ou à effectuer des travaux agricoles dans les pays voisins, notamment au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Des propriétaires d'esclaves imposent à certains membres de la communauté touareg noire des pratiques esclavagistes ancrées dans les relations traditionnelles de l'esclavage héréditaire. Une ONG a fait remarquer que les pratiques d'esclavage héréditaire au Mali diffèrent de celles des pays voisins car, au Mali, un esclave est exploité par la communauté plutôt que par une personne ou famille spécifique. Les trafiquants contraignent des hommes et des garçons, principalement issus de l'ethnicité songhaï, à la pratique ancienne de la servitude pour dette dans les mines de sel de Touadéni, dans le nord du Mali. Des rapports d'ONG indiquent que des enfants maliens sont victimes de travail forcé dans les plantations de coton et de cacao ivoiriennes. Des femmes et des filles maliennes sont victimes de traite à des fins sexuelles au Gabon, en Libye, au Liban et en Tunisie et de servitude domestique au Liban, en Arabie saoudite et en Tunisie. Les trafiquants recrutent des femmes et filles originaires d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, surtout du Nigeria et du Bénin, en leur promettant des emplois frauduleux comme infirmières ou serveuses à Bamako, pour en fait les contraindre à l'exploitation sexuelle sur l'ensemble du territoire malien, surtout dans les petites communautés minières. En janvier 2019, les autorités nigérianes estimaient que plus de 20 000 filles nigérianes étaient victimes de traite à des fins sexuelles au Mali, mais ces données n'ont pas été confirmées. Une ONG a signalé une augmentation du nombre de trafiquants qui exploitent les filles à des fins sexuelles depuis 2005. Les trafiquants

livrent des femmes et des jeunes filles à la traite à des fins sexuelles et au travail forcé en tant que domestiques ou ouvrières agricoles ou dans des fonctions de soutien dans les mines d'or artisanales. Selon certains rapports, des éléments corrompus et complices de la police et de la gendarmerie de Farako auraient participé à des faits de travail forcé et de traite à des fins sexuelles dans les communautés minières. Les Africains qui transitent par le Mali pour gagner l'Europe, principalement par l'Algérie et la Libye et dans une moindre mesure par la Mauritanie, sont vulnérables à la traite des personnes. Des trafiquants nigériens exploitent des Nigérianes qui transitent par le Mali pour se rendre en Europe en les soumettant à la traite à des fins sexuelles. Une organisation internationale a fait rapatrier 147 Maliens d'Algérie et 1 305 Maliens de Libye en 2019, contre plus de 1 430 Maliens rapatriés de Libye en 2017. Si certaines des personnes rapatriées en 2017 avaient été identifiées comme des victimes de la traite, l'organisation internationale a déterminé qu'aucune des personnes rapatriées en 2019 n'étaient des victimes de la traite. Il se pourrait que les ressortissants nord-coréens présents au Mali soient contraints par le gouvernement nord-coréen d'y travailler.

Au cours de la période visée par le présent rapport, le gouvernement n'a pas contrôlé la majorité du territoire et a perdu le terrain qu'il avait regagné. La présence des fonctionnaires judiciaires était extrêmement limitée voire inexistante dans quatre des huit régions du Mali, ce qui limitait la capacité des autorités à rendre la justice, à dispenser des services aux victimes et à récolter des données. Des groupes extrémistes islamistes rebelles occupent certaines parties du nord du pays depuis le début de l'année 2012. Les organisations terroristes et les groupes armés continuent de recruter et d'utiliser des enfants, surtout des garçons, pour les combats, les forçant à porter des armes, à travailler aux points de contrôle, à surveiller les prisonniers et à patrouiller ; certains d'entre eux ont été utilisés comme espions et garçons de courses. Certains de ces groupes ont utilisé des filles pour les combats, pour des fonctions de soutien et pour l'exploitation à des fins sexuelles, notamment pour l'esclavage sexuel par le biais de mariages forcés avec certains de ces miliciens. Les groupes armés forceraient certaines familles à leur vendre leurs enfants ou contraindraient certaines communautés à leur remettre des adolescents pour la « protection de la communauté ». Une organisation internationale a signalé que des trafiquants ont procédé au recrutement frauduleux d'enfants censés être éduqués dans des écoles coraniques pour en fait les forcer à combattre avec des groupes armés. Il a été signalé que certaines familles engagent leurs enfants dans les groupes armés car les parents pensent qu'ils bénéficieraient

de l'aide au désarmement, à la démobilisation et à la réinsertion. Par le passé, un groupe armé malien a recruté de force des réfugiés maliens en Mauritanie pour les contraindre à être enfants soldats au Mali. Le gouvernement a fourni un appui en nature au GATIA – groupe armé non gouvernemental dirigé par un général malien qui a recruté et utilisé au moins un enfant au cours de la période visée par le présent rapport – avec lequel il a également collaboré. En 2016, une organisation internationale a enquêté sur des leaders du GATIA, des responsables des forces de défense et de sécurité maliennes ainsi que des civils, pour faits de violences sexuelles liées au conflit, notamment de traite à des fins sexuelles et d'esclavage sexuel. Au cours de la période visée par ce rapport, les FAMa ont recruté et utilisé au moins 24 enfants, âgés de 9 à 14 ans, dans des fonctions de soutien (messagers et aides domestiques) dans la région de Gao.